

Audience publique du 11 juillet 2007

Recours formé par

Monsieur ..., ...

contre

deux décisions du **ministre des Affaires étrangères et de
l'Immigration**

en matière de réfugié

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 22260 du rôle et déposée le 7 décembre 2006 au greffe du tribunal administratif par Maître Sandra VION, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à Bandare Anzali (Iran), de nationalité iranienne, demeurant à L-..., tendant à la réformation d'une décision du ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration du 25 septembre 2006 portant rejet de sa demande en reconnaissance du statut de réfugié comme n'étant pas fondée et lui refusant le bénéfice de la protection subsidiaire, ainsi que d'une décision confirmative du même ministre du 9 novembre 2006 prise sur recours gracieux ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 4 janvier 2007 ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 30 janvier 2007 par Maître Sandra VION pour compte de Monsieur ... ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions entreprises ;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Sandra VION et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline GUILLOU-JACQUES en leurs plaidoiries respectives.

Le 11 juillet 2005, Monsieur ..., préqualifié, introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande en reconnaissance du statut de réfugié au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951, relative au statut des réfugiés, approuvée par une loi du 20 mai 1953, et du Protocole relatif au statut des réfugiés, fait à New York, le 31 janvier 1967, approuvé par règlement grand-ducal du 6 janvier 1971, l'ensemble de ces dispositions étant ci-après dénommé « *la Convention de Genève* ».

En date du même jour, Monsieur ... fut entendu par un agent du service de police judiciaire, section police des étrangers et des jeux, de la police grand-ducale sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg.

Il fut entendu en dates des 13 octobre 2005, ainsi que 9 février, 14 mars, 2 mai et 20 juin 2006 par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur les motifs à la base de sa demande d'asile.

Le ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, ci-après désigné par le « ministre », l'informa par décision du 25 septembre 2006, notifiée par courrier recommandé du 29 septembre 2006, que sa demande avait été rejetée comme n'étant pas fondée et que la protection subsidiaire lui était refusée aux motifs énoncés comme suit :

« En mains les rapports du Service de Police Judiciaire des 11 juillet 2005 et 7 juin 2006 et le rapport d'audition de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration daté des 13 octobre 2005, 9 février, 14 mars, 2 mai et 20 juin 2006.

Il ressort du rapport de la Police Judiciaire du 11 juillet 2005 que vous auriez quitté l'Iran en passant d'abord par Istanbul. Vous y auriez séjourné pendant un mois et puis vous auriez trouvé un chauffeur qui vous aurait caché dans la remorque de son camion. Vous ne pouvez donner aucune précision quant à votre trajet.

Vous exposez que vos problèmes en Iran proviendraient de votre changement de religion. Votre frère et vous auriez été envoyés à l'école des Passdaran par votre mère pour des raisons économiques. Vous y auriez étudié l'idéologie islamique en plus du programme du baccalauréat. Vous précisez que, en entrant dans ce lycée, vous auriez dû signer un engagement à rester dans les Passdaran pendant 30 ans. Après vos études, vous auriez été affecté à l'enseignement de la doctrine islamique dans la caserne. Parallèlement, vous auriez fait, hors de la caserne, des études de comptabilité. Vous auriez alors fait la comptabilité de quelques personnes en plus de votre occupation d'enseignant à la caserne. Vous expliquez que vos cours de doctrine islamique étaient des cours obligatoires pour les soldats et des cours facultatifs, mais recommandés, pour les commerçants, pour les civils. Ces derniers recevaient une convocation à un stage de doctrine islamique et étaient moralement contraints d'obtempérer. Vous vous seriez mis à réfléchir et peu à peu, à contester votre propre enseignement. Vous auriez alors tenté de restreindre vos activités de professeur en prétextant des maladies. En novembre 2004, votre frère, qui avait travaillé dans le Service de Renseignements des Passdaran aurait été exécuté en tant qu'opposant au régime. Vous auriez mal vécu cette exécution et vous n'auriez plus voulu continuer votre travail d'enseignant. Vous auriez alors obtenu de devenir programmeur, c'est-à-dire qu'au lieu d'enseigner directement, vous étiez chargé de l'organisation des classes et du contrôle des enseignants.

Vous auriez fait la rencontre d'un ancien voisin en 2004. Cette personne, appelée Amir, aurait suivi le cours de doctrine islamique réservé aux commerçants. Vous vous seriez confié à lui, et Amir vous aurait avoué s'être converti au christianisme. Amir vous aurait alors demandé de

participer à des réunions de chrétiens. Enseignant la doctrine islamique, vous auriez été bien placé pour animer des discussions sur les différences entre l'Islam et la religion chrétienne. Ces réunions auraient eu lieu une fois par semaine chez Amir. Quatre personnes y assistaient. Après un certain temps, vous auriez été baptisé chrétien chez Amir et vous seriez même allé une fois à l'église avec lui. A cette occasion vous auriez été arrêté près de l'église. Vous auriez fait état de votre fonction dans l'armée des Pasdaran et vous auriez été libéré. Un peu plus tard, alors que vous assistiez à une réunion de chrétiens chez Amir, des militaires auraient fait irruption dans la maison et vous auriez été arrêté avec les autres. Vous auriez été fouillé et on aurait trouvé une arme sur vous. En effet, Amir vous aurait remis cette arme pour vous défendre. Après un mois et demi de détention, un membre influent de votre groupe de chrétiens, un certain Kashayar, se serait arrangé pour vous faire libérer. Il aurait soudoyé un gardien, vous aurait fait passer des médicaments destinés à vous rendre malade. Pendant votre transfert en salle d'interrogatoire, vous auriez commencé à vomir du sang. La voiture dans laquelle vous auriez pris place se serait arrêtée, vous auriez entendu un bruit de bagarre, on vous aurait extrait de la voiture pour vous placer sur une moto et on vous aurait emmené. Ceux qui auraient organisé votre libération vous auraient fait passer la frontière turque et c'est grâce à eux que vous auriez pu quitter le pays pour venir au Luxembourg.

Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte justifiée de persécution au sens de la Convention de Genève.

Il y a cependant lieu de relever des choses peu crédibles dans votre récit.

La première est que votre conversion est sujette à caution. D'abord parce qu'il n'y a plus de baptêmes chrétiens depuis un certain temps en Iran. De plus, vous ignorez tout de la religion chrétienne, vous ne pouvez même pas dire dans quelle forme de Christianisme vous avez été baptisé. De plus, lors de votre arrivée ici, au moment de remplir la fiche de données personnelles, vous vous êtes défini comme « musulman ».

Il est également peu crédible qu'ayant été élevé depuis votre plus jeune âge dans une école où l'enseignement du Coran est la base de tout, et ayant ensuite vous-même enseigné la doctrine islamique pendant plusieurs années, vous ayez en quelques mois abandonné l'Islam pour vous convertir à une religion chrétienne dont j'ai relevé plus haut que vous ne connaissez rien.

Quant à votre évasion, elle frise le rocambolesque. Il est en effet difficilement crédible qu'on vous ait rendu malade pour mieux préparer votre évasion. D'autant plus que pour un enlèvement en auto et ensuite en moto, le fait d'être malade, de vomir et d'avoir des crampes d'estomac aurait plutôt rendu cette opération difficile au lieu de la faciliter.

Ainsi votre récit présente trop d'invéraisemblances pour que je puisse y ajouter foi.

Ainsi il résulte de tout ce qui précède que vous n'alléguiez aucune crainte raisonnable de persécution susceptible de rendre votre vie intolérable dans votre pays. Une crainte justifiée de persécution en raison d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un groupe social n'est par conséquent pas établie.

En outre, votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

En effet, conformément au raisonnement élaboré au sujet de votre demande, votre récit est trop peu crédible pour que je puisse vous accorder le bénéfice de la protection subsidiaire.

Votre demande en obtention du statut de réfugié est dès lors refusée comme non fondée au sens de l'article 11 de la loi du 3 avril 1996 portant création 1) d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile ; 2) d'un régime de protection temporaire, de sorte que vous ne saurez bénéficier de la protection accordée par la Convention de Genève. Le bénéfice de la protection subsidiaire tel que prévu par la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection doit également vous être refusé ».

Le recours gracieux formé par courrier de son mandataire du 25 octobre 2006 ayant été rencontré par une décision confirmative du même ministre du 9 novembre 2006, Monsieur ... a fait introduire un recours en réformation à l'encontre des décisions ministérielles initiale du 25 septembre 2006 et confirmative du 9 novembre 2006 par requête déposée le 7 décembre 2006.

L'article 12 de la loi modifiée du 3 avril 1996 portant création 1. d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile, 2. d'un régime de protection temporaire, respectivement l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection instaurant un recours au fond en matière de demandes d'asile et d'obtention du statut de protection subsidiaire déclarées non fondées, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation, lequel est également recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, le demandeur, originaire de l'Iran, se prévaut d'abord de sa conversion à la religion chrétienne et plus précisément à la « *chrétienté libre* » et il expose qu'il aurait été arrêté chez un ami lorsqu'il y aurait assisté à une réunion de chrétiens, qu'après un mois et demi de détention, un membre influent de ce groupe chrétien aurait pu organiser sa fuite et qu'au vu de la connaissance de sa conversion par les autorités iraniennes, il risquerait, en cas de retour en Iran, de se faire exécuter ou de se voir infliger la peine de mort, sanction applicable aux musulmans qui changent de religion.

Le demandeur avance en outre que son frère aurait été un opposant au régime politique en place, qu'il aurait été assassiné en novembre 2004 et que son décès n'aurait jamais été officiellement déclaré, de manière que la famille n'aurait pas pu récupérer son corps. Le demandeur estime qu'il craindrait à juste titre de subir des persécutions en raison des activités politiques de son frère décédé.

Le demandeur critique encore les décisions ministérielles dans la mesure où la crédibilité de son récit a été mise en doute et renvoie au contenu de ses auditions qui prouveraient « *à suffisance la véracité de ses déclarations* », ainsi qu'aux pièces complémentaires relatives à sa famille par lui déposées.

Le représentant étatique soutient que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur et que son recours laisserait d'être fondé. Il renvoie aux invraisemblances relevées dans la décision ministérielle du 25 septembre 2006, lesquelles ne seraient pas utilement rencontrées par les pièces supplémentaires versées par le demandeur, et il se fonde sur un rapport d'une organisation suisse pour faire valoir qu'il n'existerait aucune sanction légale pour apostasie, qu'aucune exécution n'aurait plus eu lieu de ce chef depuis l'année 1994 et que les convertis seraient seulement mis en garde par les autorités afin de ne pas attirer l'attention sur eux en public.

Le demandeur rencontre en termes de réplique le reproche lui fait de l'ignorance de faits élémentaires concernant la religion chrétienne en arguant qu'il se serait certes converti au christianisme, mais qu'il n'aurait participé à des débats sur la religion chrétienne que durant cinq à six mois, de manière qu'on ne saurait valablement *« lui reprocher de n'avoir pas mémorisé les dates des fêtes chrétiennes et en tirer des conclusions hâtives pour remettre en cause la réalité de sa conversion »*. Il ajoute que des certificats de baptême ne seraient pas remis aux musulmans convertis pour des raisons de sécurité. Le demandeur soutient encore qu'un risque de persécution et de condamnation à mort subsisterait notamment pour les convertis dont le comportement en public révélerait leur conversion, que sa situation serait d'autant plus délicate qu'il aurait enseigné dans la caserne centrale des Passdarans et qu'il lui serait impossible de concilier cette activité avec sa nouvelle confession religieuse.

Aux termes de l'article 1^{er}, section A, 2. de la Convention de Genève, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui *« craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion et de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle à la suite de tels événements, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner »*.

La reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur d'asile qui doit établir, concrètement, que sa situation subjective spécifique a été telle qu'elle laissait supposer un danger sérieux pour sa personne. Dans ce contexte, il convient encore de préciser que le tribunal est appelé, dans le cadre d'un recours en réformation, à apprécier le bien-fondé et l'opportunité d'une décision entreprise en tenant compte de la situation existant au moment où il statue.

En l'espèce, l'examen des déclarations faites par le demandeur lors de ses auditions en dates des 13 octobre 2005, ainsi que 9 février, 14 mars, 2 mai et 20 juin 2006, telles que celles-ci ont été relatées dans le compte rendu figurant au dossier, ensemble les moyens et arguments développés au cours des procédures gracieuse et contentieuse et les pièces produites en cause, amène le tribunal à conclure que le demandeur reste en défaut de faire état et d'établir à suffisance de droit des raisons personnelles de nature à justifier dans son chef une crainte actuelle justifiée de persécution du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1^{er}, section A, 2. de la Convention de Genève.

En effet, c'est à bon droit que le ministre a qualifié le récit du demandeur d'incrédible et d'invraisemblable en se prévalant d'abord du manque flagrant de connaissances du demandeur sur la religion chrétienne, étant donné que normalement une personne ne se convertit vers une autre religion qu'après avoir acquis une certaine connaissance de la doctrine et des pratiques de cette religion. En outre, le ministre a valablement pu mettre en doute le récit du demandeur relatif à son évasion de prison. Dès lors, le tribunal partage l'appréciation du ministre que le récit du demandeur n'est pas suffisamment crédible pour étayer dans son chef une crainte justifiée de persécution au sens de la Convention de Genève.

S'y ajoute que le délégué du gouvernement se prévaut d'un papier thématique de l'Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés, non autrement mis en cause par le demandeur, suivant lequel le risque de persécution d'un converti de la part des autorités iraniennes dépend essentiellement de son comportement en public, lesdites autorités visant

essentiellement les personnes pratiquant le missionariat et affichant publiquement leur conversion. En l'espèce, toutefois, tel n'est pas le cas puisque le demandeur ne fait état que de sa conversion personnelle et non pas d'une autre manifestation de ses convictions en public.

Finalement, le sort subi par le frère du demandeur en raison de son activité d'opposant politique n'est plus de nature à établir un risque de persécution dans le chef du demandeur à l'heure actuelle, étant donné que celui-ci ne fait état d'aucune implication personnelle dans ladite activité.

Il suit de ce qui précède que le demandeur n'a pas fait état d'une persécution ou d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève susceptible de justifier la reconnaissance du statut de réfugié dans son chef.

Le demandeur ne pouvant pas être considéré comme un réfugié, il convient d'examiner s'il est fondé à se prévaloir du bénéfice de la protection subsidiaire au sens des dispositions de la loi précitée du 5 mai 2006.

Le demandeur considère qu'au vu de la connaissance de sa conversion par les autorités iraniennes, il risquerait, en cas de retour en Iran, de se faire exécuter ou se voir infliger la peine de mort, sanction applicable aux musulmans qui changent de religion. Il ajoute que, depuis son départ d'Iran, la police militaire serait venue à cinq reprises au domicile de sa mère pour connaître son lieu de résidence et que sa mère se serait alors réfugiée dans une autre ville en Iran.

Aux termes de l'article 2. e) de la loi précitée du 5 mai 2006 est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37, l'article 39, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays* ».

L'article 37 de la même loi énumère comme atteintes graves, sous ses points a), b) et c), « *la peine de mort ou l'exécution; ou la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine; ou des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

Au vu de la conclusion du ministre quant au caractère invraisemblable du récit du demandeur, laquelle est partagée par le tribunal conformément aux développements ci-avant, le demandeur reste en défaut d'établir à suffisance de droit qu'il court un risque réel de subir, en cas de renvoi dans son pays d'origine, l'une des atteintes graves prévues à l'article 37 précité.

Il s'ensuit que le demandeur n'est pas fondé à se prévaloir du bénéfice de la protection subsidiaire au sens de la loi précitée du 5 mai 2006.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent qu'en l'état actuel du dossier, le demandeur n'est pas fondé à prétendre à la qualité de réfugié, ni au bénéfice de la

protection subsidiaire, de sorte que le recours en réformation est à rejeter comme étant non fondé.

PAR CES MOTIFS

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties,
reçoit le recours en réformation en la forme,
au fond, le déclare non justifié et en déboute,
condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par:

M. SCHOCKWEILER, premier vice-président,

M. SCHROEDER, premier juge,

Mme GILLARDIN, juge,

et lu à l'audience publique du 11 juillet 2007 par le premier vice-président, en présence de M. LEGILLE, greffier.

LEGILLE

SCHOCKWEILER